

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/8
22 novembre 1999

(99-5063)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

PROPOSITION DE MODIFICATION DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Communication présentée par le Canada, les Communautés européennes et leurs
États membres, la Corée, le Costa Rica, l'Équateur, la Hongrie, le Japon,
la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la République tchèque,
la Slovénie, la Suisse, la Thaïlande et le Venezuela

La Mission permanente du Japon a fait parvenir la communication ci-après, datée du 16 novembre 1999, au Président du Conseil général.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir formellement ci-joint¹ le texte intitulé "PROPOSITION DE MODIFICATION DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS" au nom du gouvernement de mon pays et des gouvernements des Membres coauteurs du texte. Les coauteurs de la présente proposition sont les Membres ci-après: Canada, Communautés européennes et leurs États membres, Corée, Costa Rica, Équateur, Hongrie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pérou, République tchèque, Slovénie, Suisse, Thaïlande et Venezuela.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte ci-joint en tant que document officiel de l'OMC.

Je souhaiterais aussi dire que le présent texte constitue, à mon avis, une bonne base de consensus et je voudrais donc vous demander de bien vouloir le transmettre aux Ministres en vue d'une décision à la Conférence ministérielle de Seattle.

¹ Reproduit en annexe.

ANNEXE

Proposition de modification du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

1. Un renvoi à la note de bas de page ci-après sera ajouté dans la troisième phrase du paragraphe 3 de l'article 21, après les mots "délai raisonnable":

"Aux fins du présent Mémorandum d'accord, le délai raisonnable comprendra le délai spécifié au paragraphe 7 de l'article 4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires."

2. Le paragraphe 5 de l'article 21 est modifié pour se lire comme suit:

"Pendant le délai raisonnable, chaque partie examinera avec compréhension toute demande d'ouverture de consultations présentée par une autre partie en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante concernant la mise en œuvre des recommandations ou décisions de l'ORD."

3. Le paragraphe 6 de l'article 21 est modifié pour se lire comme suit:

"6. a) L'ORD tiendra sous surveillance la mise en œuvre des recommandations ou décisions adoptées. La question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions pourra être soulevée à l'ORD par tout Membre à tout moment après leur adoption.

b) Le Membre concerné présentera un rapport indiquant où en est la mise en œuvre des recommandations ou décisions de l'ORD à chaque réunion de l'ORD², au cours de laquelle tout Membre pourra soulever tout point à ce sujet, pour la première fois six mois après la date d'adoption de ces recommandations ou décisions, jusqu'à ce que les parties au différend conviennent d'un commun accord que la question est résolue ou jusqu'à ce que l'ORD constate, conformément à l'article 21*bis*, que le Membre concerné s'est exécuté. Dix jours au moins avant chacune de ces réunions, le Membre concerné présentera à l'ORD un rapport de situation écrit détaillé indiquant où en est la mise en œuvre des recommandations ou décisions.

c) i) Une fois qu'il aura exécuté les recommandations ou décisions de l'ORD, le Membre concerné présentera à celui-ci une notification d'exécution écrite.

ii) Si le Membre concerné n'a pas présenté de notification au titre de l'alinéa c) i) à la date qui précède de 20 jours la date d'expiration du délai raisonnable, il présentera à l'ORD, au plus tard à cette date, une notification d'exécution écrite indiquant les mesures qu'il aura prises, ou les mesures qu'il compte avoir prises avant l'expiration du délai raisonnable. Dans les cas où la notification se réfère aux mesures que le Membre concerné compte avoir prises, ledit Membre présentera à l'ORD, au plus tard à l'expiration du délai raisonnable, une notification écrite supplémentaire indiquant qu'il aura ou n'aura pas pris ces mesures, ainsi que toutes modifications apportées à celles-ci.

iii) Chaque notification visée au présent alinéa contiendra une description détaillée ainsi que le texte des mesures pertinentes que le Membre concerné

² Les parties au différend pourront convenir de déroger à cette prescription en ce qui concerne une réunion particulière de l'ORD.

aura prises. L'obligation de notification énoncée au présent alinéa ne sera pas interprétée de façon à réduire le délai raisonnable établi conformément au paragraphe 3 de l'article 21."

4. Le nouvel article ci-après sera inséré après l'article 21:

"Article 21bis

Détermination relative à l'exécution

1. Dans les cas où il y aura désaccord entre une partie plaignante et le Membre concerné au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises pour exécuter les recommandations ou décisions de l'ORD, ce désaccord sera réglé suivant les procédures de règlement des différends prévues au présent article.³

2. Une partie plaignante pourra demander l'établissement d'un groupe spécial de l'exécution au sens du paragraphe 6 du présent article à tout moment⁴:

- i) après que le Membre concerné aura déclaré ne pas avoir besoin d'un délai raisonnable pour s'exécuter conformément au paragraphe 3 de l'article 21;
- ii) après que le Membre concerné aura présenté une notification au titre du paragraphe 6 c) de l'article 21 indiquant qu'il a exécuté les recommandations ou décisions de l'ORD, ou
- iii) dix jours avant la date d'expiration du délai raisonnable,

la date retenue étant la plus antérieure des trois. Une telle demande sera présentée par écrit.

3. S'il est souhaitable que des consultations soient tenues entre le Membre concerné et la partie plaignante, il n'est pas nécessaire qu'elles aient lieu avant une demande d'établissement d'un groupe spécial de l'exécution présentée au titre du paragraphe 2.

4. Lorsqu'elle demandera l'établissement d'un groupe spécial de l'exécution, la partie plaignante indiquera les mesures spécifiques en cause et donnera un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. À moins que les parties à la procédure du groupe spécial de l'exécution ne conviennent d'un mandat spécial dans un délai de cinq jours à compter de l'établissement du groupe spécial de l'exécution, celui-ci sera doté du mandat type conformément à l'article 7.

5. L'ORD se réunira dix jours après avoir reçu une telle demande à moins que la partie plaignante ne demande que la réunion ait lieu à une date ultérieure. À ladite réunion⁵, l'ORD établira un groupe spécial de l'exécution, à moins qu'il ne décide par consensus de ne pas établir un tel groupe spécial.

³ Cette disposition est sans préjudice du droit des parties de recourir aux procédures normales de règlement des différends prévues dans le présent Mémoire d'accord ou aux procédures visées à l'article 5 ou à l'article 25.

⁴ Un groupe spécial de l'exécution pourra aussi être établi conformément au paragraphe 9 de l'article 22.

⁵ Dans le cas d'un groupe spécial de l'exécution établi conformément au paragraphe 9 de l'article 22, l'ORD établira le groupe spécial à la réunion demandée par le Membre concerné conformément audit paragraphe.

6. a) Le Groupe spécial de l'exécution sera composé:
- i) des membres du groupe spécial initial, dans les cas où il n'aura pas été fait appel du rapport du groupe spécial initial⁶; ou
 - ii) des membres de la section de l'Organe d'appel qui a examiné l'appel, dans les cas où il aura été fait appel du rapport du groupe spécial initial.⁷

b) Un groupe spécial de l'exécution composé conformément au paragraphe 6) a) ii) pourra demander au groupe spécial initial des renseignements ou des avis sur les faits de la cause, le déroulement de la procédure suivie dans l'affaire, ou les points de droit dont il n'aura pas été fait appel. Il ménagera aux parties à la procédure du groupe spécial de l'exécution la possibilité d'examiner ces renseignements ou avis et de formuler des observations à ce sujet.

7. Le groupe spécial de l'exécution distribuera son rapport aux Membres dans un délai de 90 jours à compter de la date de son établissement.

8. La partie ayant demandé l'établissement d'un groupe spécial de l'exécution ne demandera pas l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations au titre du paragraphe 9 du présent article tant que le groupe spécial de l'exécution n'aura pas distribué son rapport aux Membres.⁸

9. a) À la date de la distribution du rapport du groupe spécial de l'exécution ou après cette date, une partie à la procédure du groupe spécial de l'exécution pourra demander qu'une réunion de l'ORD soit tenue en vue de l'adoption du rapport, et l'ORD se réunira dix jours après avoir reçu une telle demande à moins que la partie qui l'a demandée ne souhaite que la réunion ait lieu à une date ultérieure. À ladite réunion, le rapport du groupe spécial de l'exécution sera adopté par l'ORD et accepté sans condition par les parties à la procédure dudit groupe spécial à moins que l'ORD ne décide par consensus de ne pas adopter le rapport. Le rapport d'un groupe spécial de l'exécution établi au titre du présent article n'est pas susceptible d'appel. Cette procédure d'adoption est sans préjudice du droit des Membres d'exprimer leurs vues sur le rapport d'un groupe spécial de l'exécution.

"b) si, dans son rapport, le groupe spécial de l'exécution constate que le Membre concerné n'a pas mis la mesure jugée incompatible avec un accord visé en conformité avec celui-ci ou n'a exécuté autrement pendant le délai raisonnable les recommandations ou décisions de l'ORD concernant le différend:

- i) le Membre concerné n'aura droit à aucun délai supplémentaire pour la mise en œuvre après l'adoption par l'ORD du rapport du groupe spécial de l'exécution; et

⁶ Si un membre du groupe spécial de l'exécution constitué conformément au paragraphe 6 a) i) n'est pas disponible, le Directeur général désignera un remplaçant dans un délai de cinq jours à compter de la date d'établissement dudit groupe spécial, à moins que les parties à la procédure du groupe spécial de l'exécution ne lui aient demandé de s'en abstenir.

⁷ Si un membre du groupe spécial de l'exécution constitué conformément au paragraphe 6 a) ii) n'est pas disponible, l'Organe d'appel désignera un remplaçant dans un délai de cinq jours à compter de la date d'établissement dudit groupe spécial, à moins que les parties à la procédure du groupe spécial de l'exécution ne lui aient demandé de s'en abstenir.

⁸ Le présent paragraphe ne s'applique pas dans le cas d'un groupe spécial de l'exécution établi conformément au paragraphe 9 de l'article 22.

- ii) après la distribution du rapport du groupe spécial de l'exécution, une partie plaignante qui était partie à la procédure dudit groupe spécial peut demander à l'ORD l'autorisation de suspendre, à l'égard du Membre concerné, l'application de concessions ou d'autres obligations au titre des accords visés, conformément à l'article 22. L'ORD accordera l'autorisation demandée uniquement après l'adoption du rapport du groupe spécial de l'exécution.

10. Le groupe spécial de l'exécution établira ses propres procédures de travail. Les dispositions des articles 1^{er} à 3, 8 à 14 (sauf le paragraphe 5 de l'article 8), 18, 19, 21:1, 21:2, 21:6, 21:7, 21:8, 23, 24, 26 et 27:1 du Mémoire d'accord s'appliqueront à la procédure du groupe spécial de l'exécution sauf i) si ces dispositions sont incompatibles avec le délai prévu dans le présent article ou ii) si le présent article contient des dispositions plus spécifiques."

5. Le paragraphe 2 de l'article 22 sera modifié pour se lire comme suit:

"2. Si:

- i) le Membre concerné n'informe pas l'ORD conformément au paragraphe 3 de l'article 21 qu'il a l'intention de mettre en œuvre les recommandations ou décisions de celui-ci;
- ii) le Membre concerné ne présente pas dans le délai requis une notification conformément au paragraphe 6 c) de l'article 21 indiquant qu'il s'est exécuté; ou
- iii) dans son rapport, le groupe spécial de l'exécution établi conformément à l'article 21*bis* constate que le Membre concerné n'a pas mis les mesures jugées incompatibles avec un accord visé en conformité avec celui-ci ou n'a pas exécuté autrement les recommandations ou décisions de l'ORD;

une partie plaignante pourra demander à l'ORD l'autorisation de suspendre, à l'égard du Membre concerné, l'application de concessions ou d'autres obligations au titre des accords visés. Une réunion de l'ORD sera convoquée à cette fin dix jours après la demande, à moins que la partie plaignante ne demande que la réunion ait lieu à une date ultérieure.⁹ Les parties au différend sont encouragées à engager des consultations avant la réunion pour examiner une solution mutuellement satisfaisante."

6. Le paragraphe 6 de l'article 22 sera modifié pour se lire comme suit:

"6. a) Lorsqu'une partie plaignante aura demandé l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations conformément au paragraphe 9 de l'article 21*bis* ou au paragraphe 2 du présent article, l'ORD accordera cette autorisation à la réunion demandée par la partie plaignante, à moins qu'il ne décide par consensus de rejeter la demande. Toutefois, si le Membre concerné conteste le niveau de la suspension proposée, ou allègue que les principes et procédures énoncés au paragraphe 3 n'ont pas été suivis dans les cas où une partie plaignante a demandé l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations conformément au paragraphe 3 b) ou c), la question sera soumise à arbitrage.

b) Cet arbitrage sera assuré par le groupe spécial initial, si ses membres sont disponibles. Le Directeur général déterminera si les membres du groupe spécial initial sont

⁹ Dans le cas du paragraphe 2 ii) ci-dessus, une telle réunion de l'ORD ne sera pas convoquée avant l'expiration du délai raisonnable.

disponibles.¹⁰ Si des membres du groupe spécial initial ne sont pas disponibles, et que les parties à l'arbitrage ne s'entendent pas sur un remplaçant, le Directeur général, à la demande d'une partie, désignera un arbitre¹¹ remplaçant dans un délai de cinq jours après que la question aura été soumise à arbitrage, après avoir consulté les parties.

c) L'arbitrage sera mené à bien et la décision de l'arbitre sera distribuée aux Membres dans un délai de 45 jours après que la question aura été soumise à arbitrage. La partie plaignante ne suspendra pas des concessions ou d'autres obligations pendant l'arbitrage."

7. Paragraphe 7 de l'article 22:

Un renvoi à une note de bas de page¹² sera ajouté à la fin de la première phrase.

¹⁰ Pour éviter tout retard, le Directeur général procédera à cette détermination suffisamment tôt avant la réunion de l'ORD à laquelle la question doit être soumise à arbitrage.

¹¹ Le terme "arbitre" s'entend soit d'une personne, soit d'un groupe.

¹² * À cette fin, l'arbitre déterminera d'abord le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages. La partie plaignante fournira suffisamment d'informations et de données commerciales pour permettre à l'arbitre de déterminer ce niveau. La partie plaignante, en tenant dûment compte du paragraphe 3 de l'article 22, identifiera ensuite les concessions ou autres obligations qu'elle a l'intention de suspendre et soumettra à l'arbitre une proposition détaillée compatible avec le niveau de l'annulation et de la réduction des avantages déterminé par l'arbitre. L'arbitre examinera et décidera si le niveau de la suspension proposée est équivalent au niveau de l'annulation et de la réduction des avantages déterminé par lui. La proposition détaillée servira de base à l'autorisation de l'ORD. À tout moment après l'autorisation de l'ORD, à la demande de la partie plaignante, l'arbitre examinera la compatibilité avec l'arbitrage de toute modification que la partie plaignante entend apporter à la suspension des concessions ou des autres obligations autorisée par l'ORD et informera dans les moindres délais l'ORD de ses vues. Sur demande, l'ORD accordera alors l'autorisation de modifier la suspension des concessions ou des autres obligations dans les cas où la demande sera compatible avec la décision initiale de l'arbitre, à moins que l'ORD ne décide par consensus de rejeter la demande.

OU

* À cette fin, l'arbitre déterminera d'abord le niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages. La partie plaignante fournira suffisamment d'informations et de données commerciales pour permettre à l'arbitre de déterminer ce niveau. La partie plaignante, en tenant dûment compte du paragraphe 3 de l'article 22, identifiera ensuite les concessions ou autres obligations qu'elle a l'intention de suspendre et soumettra à l'arbitre une proposition détaillée compatible avec le niveau de l'annulation et de la réduction des avantages déterminé par l'arbitre. L'arbitre examinera et décidera si le niveau de la suspension indiqué dans la proposition détaillée est équivalent au niveau de l'annulation et de la réduction des avantages déterminé par lui. La détermination établie par l'arbitre servira de base à l'autorisation de l'ORD. La demande d'autorisation adressée à l'ORD par la partie plaignante sera accompagnée de la liste des concessions ou d'autres obligations dont la suspension est demandée. Après l'autorisation de l'ORD, la partie plaignante ne s'écartera pas de la liste des concessions ou d'autres obligations pour laquelle l'autorisation aura été accordée, à moins que les deux parties n'en conviennent ou sauf s'il s'agit d'adaptations de nature technique. À tout moment après l'autorisation de l'ORD, à la demande d'une partie au différend, l'arbitre examinera la compatibilité avec la détermination initiale établie par lui de toute adaptation de nature technique qu'il est envisagé d'apporter à la liste relative à la suspension des concessions ou des autres obligations autorisée par l'ORD et informera dans les moindres délais l'ORD de sa décision. Sur demande, l'ORD accordera alors l'autorisation d'adapter la liste relative à la suspension des concessions ou des autres obligations dans les cas où la demande sera compatible avec la décision de l'arbitre, à moins que l'ORD ne décide par consensus de rejeter la demande.

* Deux versions différentes de cette note de bas de page sont proposées. Certaines délégations sont en mesure d'appuyer l'une ou l'autre des deux versions et certaines autres ne sont en mesure d'appuyer qu'une seule de ces versions.

8. L'article 22 est modifié par l'insertion du paragraphe suivant après le paragraphe 8. L'actuel paragraphe 9 sera renuméroté et deviendra le paragraphe 10.

"9. a) Après que l'ORD aura autorisé la suspension de concessions ou d'autres obligations conformément au paragraphe 6 ou 7 du présent article, le Membre concerné pourra demander qu'il soit mis fin à cette autorisation au motif qu'il a éliminé l'incompatibilité ou l'annulation ou la réduction d'avantages au titre des accords visés identifiées dans les recommandations ou décisions de l'ORD. Le Membre concerné accompagnera sa demande d'un avis écrit à l'ORD décrivant de manière détaillée les mesures qu'il a prises, contenant le texte des mesures en question et demandant une réunion de l'ORD. L'ORD se réunira 20 jours après la demande, à moins que le Membre concerné ne demande que la réunion ait lieu à une date ultérieure. À cette réunion, l'ORD retirera l'autorisation de suspendre des concessions et d'autres obligations à moins qu'il ne décide par consensus de ne pas retirer l'autorisation, ou à moins que la partie plaignante ne s'oppose à ce retrait, auquel cas l'alinéa b) s'appliquera.

b) Dans les cas où il y aura un désaccord entre la partie plaignante et le Membre concerné au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé des mesures prises pour exécuter les recommandations ou décisions de l'ORD concernant le différend, ce désaccord sera réglé suivant les procédures de règlement des différends prévues à l'article 21*bis*. Si le groupe spécial de l'exécution constate que les mesures prises aux fins d'exécution ne sont pas incompatibles avec un accord visé et constituent une exécution des recommandations ou décisions de l'ORD concernant le différend, à la date de la distribution du rapport du groupe spécial de l'exécution, ou après cette date, le Membre concerné pourra demander que l'ORD se réunisse pour retirer l'autorisation de la suspension de concessions ou d'autres obligations. L'ORD se réunira dix jours après cette demande, à moins que le Membre concerné ne demande que la réunion ait lieu à une date ultérieure. À cette réunion, l'ORD retirera l'autorisation de suspendre des concessions et d'autres obligations à moins qu'il ne décide par consensus de ne pas le faire.¹³

c) La partie plaignante ne maintiendra pas la suspension de concessions et d'autres obligations après que l'ORD aura retiré l'autorisation."

9. Au paragraphe 7 de l'article 4, le chiffre "60" sera remplacé par le chiffre "30". Insérer à la fin de ce paragraphe un renvoi à la note de bas de page ci-après:

"Dans les cas où une ou plusieurs parties seront des pays en développement Membres, le délai établi au paragraphe 7 de l'article 4 sera prolongé, si les parties en conviennent, de 30 jours au maximum. Les autres Membres examineront avec compréhension une demande de prolongation émanant d'un pays en développement Membre."

10. Le paragraphe 1 de l'article 6 sera modifié pour se lire comme suit:

"1. Si la partie plaignante le demande, l'ORD établira un groupe spécial à la réunion à laquelle la demande aura été inscrite pour la première fois à son ordre du jour, à moins qu'il ne décide par consensus de ne pas établir de groupe spécial."

La note actuelle relative à l'article 6:1 sera maintenue à la fin du paragraphe 1.

¹³ L'ORD n'examinera la demande de retrait de l'autorisation de suspendre des concessions qu'après qu'il ait adopté le rapport du groupe spécial de l'exécution.

11. Le paragraphe 12 a) de l'Appendice 3 sera modifié pour se lire comme suit:

"a) Réception des premiers exposés écrits des parties:

- | | | | |
|----|-----------------------|-------|----------------------------|
| 1) | partie plaignante: | _____ | 3-4 semaines ¹⁴ |
| 2) | partie mise en cause: | _____ | 4-5 semaines" |

12. Dans l'Appendice 3, le paragraphe suivant sera inséré après le paragraphe 10. Les paragraphes 11 et 12 deviendront les paragraphes 12 et 13, respectivement.

"11. La partie descriptive du rapport du groupe spécial comprendra un bref résumé des faits de la cause et du déroulement de la procédure suivie dans l'affaire. Les documents communiqués par les parties et les tierces parties au groupe spécial seront annexés au rapport du groupe spécial, à l'exception de certains renseignements factuels confidentiels désignés comme tels par la partie au différend les ayant communiqués."¹⁵

13. Le paragraphe 1 de l'article 15 sera supprimé et les paragraphes 2 et 3 de l'article 15 deviendront les paragraphes 1 et 2. La première phrase de l'actuel paragraphe 2 de l'article 15 sera modifiée pour se lire comme suit:

"2. Le groupe spécial remettra aux parties un rapport intérimaire comprenant les sections descriptives et ses constatations et conclusions."

14. À l'actuel paragraphe 2 de l'article 15, la phrase "À la demande d'une partie, le groupe spécial tiendra une nouvelle réunion avec les parties pour examiner les questions identifiées dans les observations présentées par écrit." sera supprimée.

15. Les modifications ci-après des délais doivent être effectuées compte tenu des autres modifications apportées au texte.

L'actuel paragraphe 12 de l'Appendice 3 sera modifié comme suit:

"1) Les points e) et f) seront supprimés et les points suivants seront redéfinis en conséquence.

2) Au point g) (avant la modification), la mention "2-4 semaines" sera remplacée par la mention "4-8 semaines".

3) Au point h) (avant la modification), la mention "1 semaine" sera remplacée par la mention "10 jours".

4) Le point i) (avant la modification) sera supprimé et les points suivants seront redéfinis en conséquence.

5) Au point j) (avant la modification), la mention "2 semaines" sera remplacée par la mention "10 jours".

¹⁴ Jusqu'à six semaines si la partie plaignante est un pays en développement Membre.

¹⁵ Les documents de caractère administratif ou procédural, les annexes et les pièces n'auront pas besoin d'être annexés.

6) Le point k) (avant la modification) sera modifié pour se lire comme suit:

k) Distribution du rapport final aux Membres: _____ 3 jours".

En raison de la réduction totale de temps (de 47 jours environ), les délais prévus à l'article 20 ("neuf mois" et "12 mois"), et les délais prévus à l'article 21:4 ("15 mois" et "18 mois") seront réduits de un mois.

16. Un nouveau paragraphe 13 sera ajouté à l'article 3:

"Tout délai prévu dans le présent mémorandum d'accord pourra être prolongé par accord mutuel des parties à la procédure considérée."

17. Le paragraphe 3 de l'article 10 sera modifié pour se lire comme suit:

"3. Chaque tierce partie recevra une copie de tous les documents ou renseignements communiqués au groupe spécial, au moment de la communication, à l'exception de certains renseignements factuels confidentiels désignés comme tels par la partie au différend qui les aura communiqués, et à l'exception des communications postérieures au rapport intérimaire du groupe spécial.¹⁶ Sans préjudice du paragraphe 2 du présent article, une tierce partie pourra assister à toutes les réunions de fond du groupe spécial avec les parties, à l'exception des réunions pendant lesquelles des renseignements factuels confidentiels seront examinés."

18. La phrase suivante sera ajoutée après l'actuel paragraphe 6 de l'Appendice 3.

"Lorsqu'il établira les procédures de travail à suivre, le groupe spécial pourra prendre en considération les circonstances spéciales d'une tierce partie qui sont étroitement liées à la question faisant l'objet du différend."

19. Au paragraphe 2 de l'article 18 et au paragraphe 3 de l'Appendice 3, la dernière phrase sera modifiée pour se lire comme suit:

"Chaque partie et tierce partie à une procédure fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses exposés qui peuvent être communiqués au public, au plus tard 15 jours après la date de la demande ou de la date de l'exposé, si elle est postérieure à la première, ou dans un autre délai convenu par la partie et le Membre présentant la demande."

20. Au paragraphe 10 de l'article 4, les termes "devraient accorder" seront remplacés par le terme "accorderont".

21. Au paragraphe 2 de l'article 21, les termes "devrait être" seront remplacés par le terme "sera".

22. Le paragraphe 6 de l'article 3 sera modifié par l'insertion d'un renvoi à la note de bas de page suivante après le terme "notifiées":

"Les deux parties auront l'obligation de notifier toute solution convenue d'un commun accord dans les moindres délais et en tout état de cause pas plus de deux mois après que la solution aura été convenue. La notification décrira les modalités de la solution convenue d'un commun accord en ce qui concerne les obligations découlant de l'OMC avec suffisamment de détails pour que les autres Membres puissent la comprendre et l'évaluer."

¹⁶ Les documents de caractère administratif ou procédural n'auront pas besoin d'être fournis.

23. Les notes de bas de page figurant dans l'actuel Mémorandum d'accord seront renumérotées compte tenu de l'insertion des nouvelles notes indiquées dans le présent texte.
